

Unité Départementale Aube - Haute-Marne TROYES, le 23 décembre 2025

Nos réf. : SAU/KP/MI n° 25 - 696

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PETITJEAN

52 avenue du Maréchal Leclerc
10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702070

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28 novembre 2025 dans l'établissement PETITJEAN implanté 52 avenue du Maréchal Leclerc - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PETITJEAN
- 52 avenue du Maréchal Leclerc - 10120 SAINT-ANDRE-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702070
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société PETITJEAN est spécialisée dans la production de poteaux et de mâts en acier destinés à l'éclairage des routes, des villes, des stades, des aéroports et des parkings (mâts à couronne fixe ou mobile) et au transport de l'énergie électrique (lignes haute tension).

Les installations sont autorisées depuis le 17 octobre 1997 et l'exploitant dispose de l'arrêté préfectoral d'autorisation consolidé du 8 février 2018.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique hors constats

Une réunion s'est tenue en début de visite d'inspection, conformément à ce qui avait été convenu, afin que l'inspection des installations classées accompagne l'exploitant dans l'orientation des actions de mise en conformité du site.

Lors de cette réunion, aucun plan d'actions n'a été présenté par l'exploitant. En l'absence de préparation préalable, l'inspection des installations classées a rappelé l'ensemble des non-conformités relevées en 2025.

Bien que l'exploitant ait évoqué, au fil des échanges, certaines actions ou documents en cours d'élaboration, cette situation n'a pas permis à l'inspection d'apporter un accompagnement plus approfondi.

2-3) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gardiennage et contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 08/02/2018, article 8.3.1.2	Sans objet
2	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.6.3	Sans objet

2-4) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, il a été constaté le retour à la conformité sur le gardiennage et l'accès au site qui étaient visés dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°PCICP2025351-0001.

De plus, bien que la numérotation des extincteurs ne soit pas cohérente avec le listing de l'exploitant, l'inspection des installations classées a constaté par sondage la conformité de ces équipements.

2-5) Fiches de constats

N° 1 : Gardiennage et contrôle des accès

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 17/12/2025 article 1
Thème(s) : Autre, Surveillance
Prescription contrôlée : Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Afin d'en interdire l'accès, l'établissement est entouré d'une clôture en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres. En dehors des heures de travail, toutes les issues sont fermées à clé et un gardiennage est assuré.
Constats : Les constats sont présentés en annexe confidentielle.

Au regard de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°PCICP2025351-0001, l'inspection des installations classées constate le retour à la conformité sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 8.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Prescription contrôlée :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours, de la protection civile, et de l'inspection des installations classées. Les moyens d'intervention doivent faire l'objet d'un contrôle au minimum annuel.

Constats :

L'exploitant a présenté un rapport de vérification des extincteurs daté à "JUN" pour le client n°25311. Ce rapport fait état de nombreux extincteurs dont certains nécessitant un remplacement. La date indiquée sur le document ne permet pas de déterminer exactement la date d'intervention ou de contrôle. Toutefois, le registre de sécurité complété par le prestataire, et présenté par l'exploitant lors de l'inspection, indique quant à lui une intervention le 06 juin 2025 pour un total de 520 extincteurs.

L'exploitant présente ensuite un document de suivi du parc d'extincteurs avec la localisation de ces équipements. Par sondage, l'inspection des installations classées constate que les extincteurs n°416 et 417 sont non conformes. L'exploitant précise qu'ils ont bien été changés.

Sur le terrain, à l'endroit de ces extincteurs non conformes, il est constaté les extincteurs n°109 et 108. Ces deux extincteurs sont conformes. L'inspection a ensuite contrôlé l'extincteur n°114, puis les n°57, 64 et 62. Ces équipements contrôlés par sondage sont conformes.

L'Inspection attire cependant l'attention de l'exploitant sur l'intérêt d'avoir une cohérence entre la localisation des équipements sur le listing et la localisation sur le terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera utilement la mise à jour de la localisation des extincteurs en cohérence avec les besoins identifiés initialement.

Type de suites proposées : Sans suite